



Michel Parigot <michel.parigot@gmail.com>

[ufrp7.membres] Rencontre avec Vincent Berger au sujet du PPP

Paul Rozière <roziere@pps.jussieu.fr>

29 mars 2011 17:28

À: ufrmath <ufrp7.membres@math.jussieu.fr>

Je vous fait suivre ce compte-rendu écrit par Juliusz Chroboczek, collègue d'informatique.

--

Paul Rozière

Chers tous,

J'ai eu l'honneur cet après-midi (28/03/2011) de faire partie d'une petite délégation qui a été reçue pendant près de deux heures par Vincent Berger, Président de l'Université de Paris 7, au sujet du PPP entre Paris 7 et Vinci. Vous trouverez ci-dessous un sommaire de cette rencontre.

Je me permets d'ailleurs de vous faire part de la tenue d'une AG à ce sujet ce jeudi 29 mars, à midi et demie, en amphi 4C (Halle aux Farines).

-- Juliusz Chroboczek

Étaient présents :

Vincent Berger (Président de l'Université)
Oriane (UNEF)
Guillaume (FSE)
François (FSE)
Marie-José Voisin (SNESUP, MdC GHSS)
Michel Parigot (CR CNRS Mathématiques)
Juliusz Chroboczek (MdC Informatique)

Le Président Berger est venu seul, ce que nous avons apprécié. Il a ouvert la réunion en nous expliquant que s'il avait refusé de nous recevoir la dernière fois, c'était simplement que nous n'avions pas demandé rendez-vous par les voies officielles.

Nous nous sommes excusés de l'absence d'IATOS parmi nous.

Nous avons tout de suite indiqué notre but : nous voulons une copie du contrat signé par l'Université. M. Berger nous a répondu que ce contrat est confidentiel, ce qui serait selon lui une pratique standard, et donc qu'il lui était impossible de nous le communiquer sans le rompre. (Il

nous indiquera plus tard que seule Josiane Pinto, la déléguée SNESUP au CA, peut voir ce contrat.)

M. Berger a clarifié qu'il trouvait normal que Vinci veuille protéger son secret industriel, pas sur la composition du béton, mais sur les « astuces » financières qu'ils emploient. « C'est de la Propriété Intellectuelle. »

Nous avons fait remarquer que plusieurs UFR, dont l'Informatique et les Mathématiques, ont voté des motions demandant à voir ce contrat, et qu'elles n'avaient à notre connaissance pas reçu de réponse de la Présidence. M. Berger a été peu clair sur ce point, nous indiquant d'abord qu'il lui semblait y avoir répondu, puis qu'il n'avait jamais eu connaissance des motions dont nous parlions. Il nous a promis de contacter les directeurs d'UFR concernés, et de répondre aux motions. (J.-M. Rifflet, directeur de l'UFR d'Informatique, nous a confirmé plus tard qu'il avait fait suivre la motion.)

M. Berger nous a ensuite indiqué que la sécurité incendie du bâtiment avait fait l'objet d'expertises indépendantes, notamment par le cabinet Cassot et l'APP. Nous lui avons alors demandé une copie des rapports d'experts. M. Berger a d'abord été d'accord (« aucun problème »), puis s'est rétracté en disant qu'il lui fallait d'abord « sanitiser » le rapport. (Il va plus tard clarifier qu'il s'inquiète de donner des arguments aux auteurs des recours. M. Berger va finalement s'engager à nous fournir une version « sanitisée » sous quinzaine, soit avant le 11 avril.)

La discussion est ensuite devenue plus technique, notamment sur ce qu'est un « Espace destiné à Recevoir du Public », si « trois étudiants » sont du public, s'il était raisonnable de faire des bibliothèques qui ne sont pas destinées à recevoir du public, et les problèmes de sécurité incendie.

M. Berger s'est ensuite lancé dans un discours sur les PPP, qui ne seraient, selon lui, pas beaucoup plus coûteux pour l'État que les autres modes de financement. Explication qui a été accueillie avec un scepticisme poli.

Nous nous sommes permis de lui faire remarquer que le PPP, qui impose un devoir d'entretien de 30 ans de l'objet livré, n'était pas signé avec Vinci, mais avec Udicité, une structure créée ad hoc. Que se passe-t-il si Udicité dépose le bilan avant la fin des 30 ans ? M. Berger s'est dit incapable de répondre à cette question en l'absence des avocats de l'Université.

Retour aux problèmes de sécurité. M. Berger nous a fait remarquer que l'objet serait visité par les services de la Préfecture de Police avant livraison. Nous avons répondu que ces services s'occupaient seulement de sécurité incendie, et pas de la solidité du bâtiment, et qu'ils intervenaient de toute façon trop tard pour pouvoir corriger les défauts de conception du bâtiment. Je n'ai pas compris la réponse de M. Berger.

Nous avons ensuite discuté des recours : nous soutenons qu'ils visent à défendre l'Université, tandis que M. Berger pense qu'ils l'attaquent. Nous avons notamment mentionné un avenant qui stipule que les surcoûts seraient à la charge de l'Université -- nous avons argué que cet avenant est au désavantage de l'Université, et donc que le recours contre lui

visé à défendre cette dernière, pas à l'attaquer. M. Berger nous a indiqué que nous répondre prendrait trop de temps, et qu'il ne pouvait pas se permettre de faire attendre davantage son rendez-vous suivant.

Conclusions : M. Berger nous a promis :

- de répondre aux motions des UFR demandant à voir le contrat du PPP ;
- de nous communiquer avant le 11 Avril 2011 la totalité des rapports d'experts portant sur la sécurité des nouveaux bâtiments, éventuellement « sanitisés ».

M. Berger a refusé :

- de nous donner accès au contrat du PPP.

ufrp7.membres mailing list
ufrp7.membres@math.jussieu.fr
<https://mail.math.jussieu.fr/tools/mailman/listinfo/ufrp7.membres>
